



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un nouveau rapport révèle qu'une Afrique en meilleure santé pourrait favoriser davantage la croissance économique du continent

ABUJA, Nigéria, 15 juillet 2013—Selon un rapport rendu public aujourd'hui à l'occasion du Sommet spécial de l'Union africaine sur le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, des dépenses de santé accrues et ciblées sont essentielles à une croissance économique et à un développement plus importants en Afrique. Le rapport, *Abuja +12 : construire l'avenir de la santé en Afrique*, est publié par l'Union africaine (AU) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Il revient sur les progrès réalisés depuis la Déclaration d'Abuja des Nations Unies en 2001, selon laquelle les dirigeants s'engagent à mobiliser les ressources nationales et internationales nécessaires à la santé et à la suppression des obstacles qui entravent une riposte au sida. Ce rapport souligne en outre les manques restants et classe les prochaines étapes par ordre de priorité.

« La santé en Afrique et notre prospérité sont liées de manière inextricable. 2001 a marqué un tournant pour l'Afrique car les pays africains se sont engagés à être plus responsables de la santé et du bien-être de leurs citoyens », a déclaré le Dr. Mustapha Sidiki Kaloko, Commissaire chargé des affaires sociales pour l'Union africaine. « Nous avons depuis déployé des ressources et des efforts plus importants pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme et ces initiatives ont abouti à des résultats exceptionnels. Nous demandons à l'ensemble des Etats membres de l'Union africaine de commémorer Abuja +12 en reconduisant leur engagement. Le but est de donner la priorité à la santé, de satisfaire leurs engagements et d'atteindre leurs cibles d'ici 2015. »

Ce nouveau rapport identifie cinq recommandations principales pour une Afrique en meilleure santé : unifier le leadership ; générer des financements innovants ; procéder à des investissements plus judicieux en matière de santé ; renforcer les ressources humaines et veiller à ne laisser personne de côté. Ces recommandations visent à convertir la santé en atout pour la croissance économique et les avancées sociales dans l'Afrique toute entière.

Le rapport met également en évidence de récents progrès dans le domaine de la riposte au VIH, à la tuberculose et au paludisme en Afrique, y compris des baisses significatives du nombre de nouvelles infections par le VIH et la tuberculose et de décès liés au paludisme. En outre, les médicaments antirétroviraux et antituberculeux sont désormais bien plus accessibles et les stratégies de contrôle du paludisme sont employées davantage. C'est notamment le cas des moustiquaires imprégnées d'insecticide et de la pulvérisation intra-domiciliaire à effet rémanent qui se sont généralisées : 53 % des foyers en Afrique sont équipés d'au moins une moustiquaire.

« Il y a douze ans, les dirigeants africains ont promis d'unir leurs forces pour endiguer les crises sanitaires qui dévastaient le continent, et ils sont parvenus à des progrès historiques », a témoigné Michel Sidibé, Directeur exécutif d'ONUSIDA. « Un engagement renouvelé et

audacieux, ici à Abuja, est essentiel car à partir de nos expériences dans la lutte contre le sida, nous savons que des investissements judicieux pourront sauver des vies, créer des emplois, redynamiser des communautés et favoriser davantage la croissance en Afrique ».

Le rapport mentionne plusieurs approches pionnières menées dans le cadre de la riposte au sida, susceptibles d'aider à optimiser les retours sur investissement dans le domaine de la santé. Il s'agit notamment d'utiliser des cadres d'investissement pour cibler les dépenses sur les interventions les plus rentables ; centrer les efforts sur les personnes les plus en difficulté ; et réduire les coûts de santé de première ligne en déléguant certaines tâches des médecins aux infirmières, agents de santé communautaires ou autres professionnels de santé. Quant au renforcement de la gouvernance de la santé en Afrique, le rapport remarque que les principes responsables de la réussite de la lutte contre le sida peuvent être exploités pour le programme de l'après 2015 en vue d'optimiser la coordination, l'innovation et l'engagement.

En 2001, un élément central de la Déclaration d'Abuja était l'engagement à allouer un minimum de 15 % des dépenses publiques à la santé d'ici 2015. Au cours des cinq dernières années, les dépenses de santé ont augmenté d'environ 10 % chaque année en Afrique. Elles sont cependant encore très loin d'atteindre les niveaux ciblés : seul six des Etats membres de l'Union africaine (Liberia, Madagascar, Malawi, Rwanda, Togo et Zambie) ont atteint les 15 % prévus à Abuja, et 31 milliards de dollars supplémentaires sont requis pour combler les manques de financement.

Contact

ONUSIDA Abuja | Jeanne Seck | tél. +221 77 56 50 235 | seckj@unids.org

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unids.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour que la riposte au sida donne les meilleurs résultats possibles. Pour en savoir plus, consultez le site unids.org, et suivez nous sur Facebook et Twitter.